

ALAIN KALFLÉCHE

*A partir de quel degré de socialisation
un régime appartient-il
au système communiste mondial ?*

Il est fréquent d'entendre des hommes politiques ou des diplomates occidentaux contester l'appartenance au système de toute une série de régimes du Tiers Monde qui se veulent « progressistes », « socialistes scientifiques » ou même « démocrates populaires », et qui, plus significativement, ont noué des liens privilégiés avec le bloc de l'Est, militairement, politiquement et, plus souvent qu'on ne croit, économiquement.

De fait, si personne ne songe à nier la véritable intégration au système de pays comme Cuba ou le Vietnam dont les gouvernements se proclament tout simplement communistes, le doute subsiste légitimement s'agissant de toute une série d'« expériences » d'Afrique ou du Proche-Orient. L'Irak ou le Sud-Yémen, l'Algérie ou la Libye, l'Angola ou le Mozambique, le Congo-Brazzaville ou le Bénin, l'Ethiopie ou Madagascar, la Guinée ou l'archipel de São Thomé Principe font-ils partie du système et à quel degré ?

Pour le mesurer, il est évident qu'on doit naviguer à vue dans des conditions extrêmement difficiles entre deux types d'écueils.

Le premier relève du bon vieux manichéisme et du désir, plus ou moins innocent, de « réveiller » l'Occident, en le persuadant qu'il est encerclé et condamné à perdre la bataille dans l'hémisphère Sud.

Tels régimes, mettons ceux de l'Angola, de l'Ethiopie ou du Mozambique, seront classés définitivement « communistes », ce que suggère évidemment l'importance de l'effort militaire du pacte de Varsovie en leur faveur, mais à y regarder de plus près, on découvre

que le Kremlin a beaucoup de difficultés à les intégrer véritablement au système, qu'il n'en obtient pas toutes les facilités espérées et qu'il craint en permanence leur retournement ou leur trahison. Supposer, *a priori*, que Moscou ou ses courroies de transmission font la loi à Addis-Abeba, Luanda ou Maputo pourrait donc présenter l'inconvénient majeur d'empêcher que les puissances occidentales (ou d'autres) y jouent des contradictions internes d'un système encore mal assuré de ses conquêtes africaines et nullement décidé (d'après ce qu'on a pu constater jusqu'à présent) à s'y maintenir à tout prix.

S'agissant de l'Afrique, le paradoxe veut que les plus convaincus de la véracité de la fameuse phrase de Lénine (elle est parfaitement apocryphe) : « La porte de l'Europe est en Afrique » ou « à Alger » — il y a plusieurs versions fantaisistes — soient en même temps les plus acharnés à décréter irréversible l'évolution communiste d'un certain nombre d'Etats du Tiers Monde. Une attitude qui fait évidemment le jeu du système.

A l'opposé, il convient de se méfier à l'extrême du postulat naïf selon lequel les Africains — ou les Arabes, les Asiatiques et les Sud-Américains — ne peuvent pas être vraiment communistes ou accepter de s'intégrer au système (pourquoi donc le marxisme aurait-il triomphé dans le pays le plus traditionaliste et le plus sous-développé d'Europe ?).

Mao, Ho Chi Minh et Castro ont déjà largement prouvé l'inanité de cette billevesée « libérale » mais, à la limite, raciste. Il est probable que des Africains le démontreront encore et nombre d'entre eux, individuellement intégrés au système (par adhésion spontanée ou corruption, les deux se chevauchant souvent), s'étonnent depuis longtemps, avec amusement ou désespoir, du formidable aveuglement des Occidentaux à leur égard.

Un aveuglement manifeste à deux degrés. D'une part, on s'est convaincu du caractère anticommuniste des ouvertures économiques des pays progressistes en direction de l'Occident : pas du tout, elles étaient inspirées ou dictées par l'URSS, selon laquelle l'« impérialisme » doit payer, à titre de réparation. D'autre part, on s'est persuadé que ces ouvertures économiques favoriseraient l'amorce d'une libéralisation politique : il eût fallu, pour cela, qu'elles ne se manifestent pas uniquement par de grands projets concernant fort peu de monde (comme en URSS d'ailleurs) et que le Tiers Monde — et plus particulièrement l'Afrique — ait eu quelques raisons de croire à un projet politique de l'Ouest.

Richard Nixon met très précisément et justement le doigt sur ce facteur fondamental de la prolifération du système quand il écrit,

dans *The real War* : « Les Soviétiques n'ont pas commis l'erreur de croire que les dirigeants africains tiennent automatiquement et avant tout au développement économique de leurs populations. Forts de leur propre expérience, les Soviétiques savent que la priorité pour beaucoup de ces dirigeants est de se maintenir au pouvoir et c'est le Kremlin, et non pas l'Occident, qui, à cette fin, offre l'« aide étrangère » la plus efficace. »

Ceci donne l'une des clefs, primordiale, de la participation au système, mais ne les donne pas toutes. En particulier, la remarque de Nixon ne tient aucun compte de la « socialisation » et de ses éventuelles conséquences. Les dirigeants africains dont parle l'ancien Président ont été en effet, dans les premiers temps qui ont suivi leur prise de pouvoir, des personnalités relativement isolées et, à quelques exceptions près (celles qui ont précisément échappé totalement au système, par exemple Houphouët Boigny), sans classes sur lesquelles s'appuyer. Car, peut-on utiliser le terme de classe dans son acception marxiste quand on est confronté à des sociétés traditionnelles encore extrêmement vivantes, au sein desquelles la hiérarchie des êtres et des choses reste parfaitement acceptée parce que « naturelle » ?

Le communisme a trouvé en Amérique latine un terrain à peu près familier dans la mesure où il rappelle l'Europe du XIX^e siècle. Mais les praticiens du système ont très vite perçu qu'il n'en allait pas de même en Afrique noire, ce que suggère l'un des plus célèbres d'entre eux, V. G. Solovovnikov, membre correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS, nommé ambassadeur en Zambie, il y a sept ans. Ecrivant dans la revue de l'Institut de l'Afrique, et définissant ses axes de recherche : il lui recommande, en tout premier lieu, de prêter « une attention toute particulière au choix des voies de développement et à l'élaboration d'une théorie marxiste-léniniste de l'évolution des pays non capitalistes d'Afrique » (*Azia Afrika Sovodnia*, n° 3 de 1976).

Une telle théorie ou approche de théorie n'existe pas encore. On la cherche vaine­ment dans la masse des publications soviétiques et, dans les leurs, les chercheurs du PCF ou du PCI (il fait preuve d'une belle activité dans toute la Corne de l'Afrique et au Maghreb) ne paraissent nullement s'en préoccuper. Au vrai, c'est la praxis, au sens le plus prosaïque, qui est en train de lui frayer la voie, mais dans des termes inavouables, difficiles à inscrire dans le marbre de l'Idéologie.

Dégageons quelques règles générales de la démarche du système dans le Tiers Monde (mais certaines découlent simplement des bonnes vieilles expériences) :

1) Faute de luttes de classes au sein des sociétés traditionnelles et pour étouffer le désir capitaliste, individualiste, et *in fine* libéral qu'engendrent une éducation de type occidental et l'idée de développement, on a créé l'« irréversible », à savoir une *nomenklatura* économique qui n'est nullement marxiste, il est vrai, mais qui sait finalement que le système est la garantie suprême de ses privilèges et qui accepte de le servir dans les conflits qui lui importent, à l'échelle régionale ou internationale.

Le cas du Mali est particulièrement significatif à cet égard. « Socialisé » et étatisé dès le début des années 60, ce pays vit, depuis, d'une manière caricaturale sous le règne de sociétés d'Etat parfaitement prédatrices. Les besoins naturels et le proverbial instinct commerçant du peuple malien n'étant guère satisfaits, on a accepté avec succès, dès le début des années 70, d'obtenir de l'Ouest les moyens financiers capables de perpétuer la permanence des intérêts du système. Pour autant, il reste inébranlable. En particulier par le biais des intérêts d'une armée qui est parfaitement imperméable, malgré toutes sortes de péripéties, aux experts européens ou nord-américains qui tentent d'analyser la véritable nature de ses rapports avec l'URSS.

Le Mali a bénéficié d'une aide tout à fait considérable de l'Ouest depuis dix ans, mais l'un des membres les plus en vue de sa classe dirigeante nous confiait récemment : « La présence de conseillers russes dans notre armée, de soi-disant marxistes dans notre administration, nous sert de gisement de pétrole dans nos négociations avec la France, la CEE ou même les Américains... » Un raisonnement qui se propage en Afrique.

Aucun dirigeant malien n'est réellement communiste, aucun n'accepte l'idée que le gouvernement de Bamako fasse réellement partie du système, mais tous consentent à le servir dans les causes qui lui importent : l'Angola en 1975 (des avions soviétiques transitaient par là), le Sahara occidental ou le Tchad aujourd'hui.

2) A la constitution d'une *nomenklatura* (classique) s'ajoute très souvent l'utilisation de clivages d'ordre ethniques. A Cuba, en Angola, au Congo-Brazzaville, en Ethiopie, au Mozambique dans une certaine mesure, la notion de parti d'avant-garde s'est subtilement et cyniquement transformée. A l'idée d'une poignée ouvrière « consciente », on a substitué celle d'une minorité raciale ou tribale, dont les intérêts, parce qu'elle est minorité dans un contexte très sensible à cette notion, ne sont garantis que par le système.

Le cas le moins reconnu, mais révélé depuis l'affaire d'Angola,

est celui de Cuba. On a redécouvert que la patrie de Fidel était essentiellement nègre, qu'au contraire l'élite du Parti communiste cubain restait plus ou moins parfaitement blanche, que les contingents de *barbudos* envoyés en Afrique étaient systématiquement recrutés (et parfois sacrifiés) sur une base raciale. D'où l'entente privilégiée entre la classe blanche ou métis de Cuba et le pouvoir « café au lait » de Luanda, constamment contesté au sein même du MPLA (Mouvement populaire de Libération de l'Angola). L'URSS a magnifiquement utilisé, dans cette affaire, les compétences du Parti communiste portugais qui s'est révélé beaucoup plus efficace (le génie de la race ?) que le PCF en matière coloniale. Des milliers de ces militants continuent à tenir les leviers de commande à Luanda ou à Maputo et les photos de famille du MPLA ou du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) feraient sursauter ceux qui s'indignent que des non-nègres continuent à participer au gouvernement du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, du Sénégal ou de la Côte-d'Ivoire.

Au Congo-Brazzaville, le système n'a pas utilisé principalement l'*intelligentsia*, en partie métisse, ni la petite élite ouvrière employée par le chemin de fer Congo-Océan qui, grâce à l'action de quelques militants expatriés de la CGT, allaient fournir les seuls véritables cadres marxistes du pays (on retrouve très souvent ce noyau cheminot à l'origine des PC d'Afrique, notamment en Angola, au Soudan et au Zimbabwe). Le système va s'appuyer sur une vieille rivalité régionale, privilégiant un Nord pratiquement laissé en friche à l'époque coloniale et, par là, totalement étranger à un quelconque « mouvement progressiste » ou pré-marxiste, mais grand fournisseur de militaires. Un Nord démographiquement très minoritaire (300 000 habitants, soit à peine le huitième de la population totale) et d'autant plus contrôlable, à partir du moment où, grâce à l'armée, on sera parvenu à l'installer au pouvoir. Il est frappant de constater qu'une grande majorité des militants du Parti congolais du travail (PCT) sont originaires des départements en amont de Brazzaville. Frappant, également, d'analyser les statistiques disponibles au sujet de la répartition des salariés au Congo : 24 000 peuvent être considérés comme des agents économiques (secteurs publics et privé confondus), 27 000 sont purement bureaucrates.

Le même souci d'ethnie « avant-gardiste » se retrouve dans des conditions à peine moins caricaturales en Ethiopie, où le Président Mengistu Haïle Mariam représente une sous-couche Galla longtemps méprisée et où toutes les populations amharas, érythréennes ou somalis, sont marginalisées au niveau du pouvoir. Qu'il s'agisse de classes compromises au temps de l'exploitation « impérialiste » ou

de populations laissées en marge avant le début des années 60 (plus tard, s'il s'agit de l'Ethiopie), le système joue des minorités qui ont à perpétuer des privilèges plus ou moins récents et qui ne le pourraient pas sans lui. Elles se font donc, *per inde ac cadaver*, ses complices à l'échelle internationale, s'il est vrai qu'elles ne se soucient que formellement d'orthodoxie au niveau de l'organisation interne.

On touche là au critère fondamental de l'appartenance. Il n'est plus du tout évident que la socialisation des institutions de tel ou tel régime du Tiers Monde démontre sa participation au système. Quantité d'entre eux le récusent, bien que beaucoup plus socialisés dans les faits (c'est le cas de nombreux pays dits modérés d'Afrique vivant sous des régimes de parti unique et dont l'économie est souvent fortement étatisée, par exemple la Côte-d'Ivoire). Le vrai critère est donc dans la plus ou moins grande complicité de ces régimes à l'égard des positions internationales du système. Il n'y en a plus vraiment d'autre, d'autant que l'URSS encourage ses plus fidèles alliés sous-développés à utiliser des techniques de développement qu'elle récuse officiellement. C'est en effet la seule manière pour elle :

1) D'éviter une aide économique ruineuse (la cruelle expérience de Cuba) dont elle n'aurait certainement pas les moyens à l'échelle de son empire ;

2) De créer des flux économiques dont elle tire, même marginalement, le plus grand profit. Remarquons, à cet égard, le développement considérable des lignes maritimes soviétiques sur les côtes Est et Ouest de l'Afrique, à partir de Leningrad et d'Odessa. Soulignons l'accaparement d'immenses domaines de pêche dans des conditions scandaleuses. Enfin, marquons que les pénuries qui règnent en Angola, inexplicables quand on songe que l'exploitation du pétrole de Cabinda rapporte, chaque année, plus d'un milliard de dollars au gouvernement de Luanda, sont beaucoup plus compréhensibles quand on sait que l'aide militaire du bloc de l'Est est payée fort cher dans le cadre de la solidarité internationaliste.

C'est également en son nom que l'URSS fait pression sur des régimes clients pour les empêcher de conclure avec l'Ouest des contrats qui gênent ses propres exportations de matières premières. On vient de le constater au Congo, avant la conclusion des accords gaziers entre Moscou, Bonn et Paris. Souvent, ce sont d'autres branches du système qui exploitent ses conquêtes politiques. Ainsi du groupe français Doumeng qui est devenu l'intermédiaire obligé, bien avant le 10 mai, des entreprises publiques et privées françaises (voire des ministères) avec des pays tels que l'Angola, le Bénin, le Congo,

le Mozambique, etc. On retrouve le même type d'opérations en étudiant les cas italiens, portugais ou espagnols.

Qui appartient aujourd'hui au système dans l'hémisphère Sud ? Evidemment ceux qui le confortent de bon ou de mauvais gré, diplomatiquement, militairement ou économiquement.

Le cas de la Pologne, lors d'un récent débat de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, vient d'en fournir un exemple flagrant. L'Algérie, par exemple, a été l'une des plus ardentes à rameuter la majorité automatique qui a finalement obtenu que la question soit occultée. Pourtant, le régime algérien, surtout depuis la disparition du Président Boumédiène, ne peut pas être sérieusement qualifié de « communiste », malgré des mesures de socialisation internes qui ont abouti à la création de structures assez semblables à celles qui existent au cœur du système. Au contraire, les dirigeants algériens, fût-ce au temps de Boumédiène, ont toujours tenté de prendre leurs distances avec lui et, plus encore, depuis l'avènement du Président Chadli Benjedid. Mais force est de constater qu'ils l'ont toujours fidèlement servi dans toutes les crises où il lui fallait compter les siens et dans tous les domaines : Proche-Orient, affaire d'Afghanistan, tentative de « finlandisation » de l'océan Indien, Amérique latine, Est et même Europe occidentale... On s'inquiète officiellement à Alger d'un éventuel déploiement des fusées Pershing, tout en disant à l'Europe qu'une alliance sérieuse avec elle rabattrait le caquet des superpuissances..

Le cas de l'Algérie est exemplaire, dans la mesure où il s'agit d'un pays contrairement à nombre d'Etats progressistes au sud du Sahara, obligé de soutenir le système du fait de son inconsistance nationale, des problèmes de sécurité qu'elle implique et, pour tout dire, de la peur de ses dirigeants.

Il serait difficile, même dans le cas d'une étude plus vaste, de déterminer ce qui la pousse à participer, malgré tout, à un système profondément étranger à ses aspirations, même au plus haut niveau :

Est-ce l'existence de groupes réellement et profondément « orthodoxes » au sein des institutions socialisées ? C'est certain, mais dans une plus ou moins grande mesure selon les époques.

Est-ce le souci de ses intérêts nationaux et l'idée, hélas répandue et vérifiée, selon laquelle l'appartenance au système confère, dans le Tiers Monde, un traitement privilégié de la part des Occidentaux ? On ne peut pas sérieusement en douter.

Est-ce l'« irréversible » créé par la socialisation et l'existence d'une nouvelle classe immense qui craint la remise en cause de sa situation et d'un certain vocabulaire, quels que soient ses instincts

bourgeois et ses sympathies occidentales, matérielles et intellectuelles? C'est probable, à en croire les nombreux Djilas algériens.

Enfin, est-ce la certitude confuse que le système communiste mondial triomphera de l'autre ou des autres? Probablement oui et l'on peut dire que l'appartenance au système est principalement fonction de cette conviction.

En tout cas, l'Algérie, fût-ce de mauvais gré, en fait partie. Comme l'Angola, le Mozambique, le Congo, le Bénin, le Mali, l'Ethiopie, etc. Ils supportent mal la socialisation telle que la conçoit le système, mais ils acceptent les consignes du système.

Jean-Marc KALFLÉCHE. — What degree of socialisation brings a state into the international communist system ?

A Third World State is no longer part of the ICS because of its specific pattern of social organisation. What matters is the attitude of this State — this is at least the criterion used by Moscow — concerning the offensive or defensive moves of the Eastern block. In many respects the principle that is successfully used is closer to Maurras' phrase, « Politics first », than to Marx's economist interpretation of history.

RÉSUMÉ. — L'adoption d'un certain type d'organisation de la société n'est plus forcément le critère qui permet de déterminer l'appartenance d'un Etat du Tiers Monde au système communiste international. Plus importante est l'attitude de cet Etat — en tout cas c'est ainsi qu'on en juge à Moscou —, à l'égard des démarches offensives ou défensives du bloc de l'Est. Celui-ci s'inspire davantage et non sans succès d'une devise maurrassienne, « Politique d'abord », que de l'interprétation économiste marxiste du mouvement de l'histoire.